



Assemblée générale

Distr. générale
12 juillet 2013
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux

Compte rendu analytique de la 6^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 17 juin 2013, à 15 heures

Président : M. Morejón..... (Équateur)

Sommaire

Décision du Comité spécial en date du 18 juin 2012 concernant Porto Rico (*suite*)

Audition de pétitionnaires (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org).

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

13-36554X (F)



Merçi de recycler



La séance est ouverte à 15 h 10.

Décision du Comité spécial en date du 18 juin 2012 concernant Porto Rico (suite) (A/AC.109/2013/L.6 et L.13)

Audition de pétitionnaires (suite)

1. **Le Président** précise que selon la pratique établie du Comité, les pétitionnaires seront invités à prendre place à la table des pétitionnaires et se retireront après avoir fait leur déclaration.

2. **M. Rochet-Santoro** (Concilio de Veteranos y Soldados Puertorriqueños) dit que, après avoir envahi Porto Rico en 1898 et imposé un régime colonial, les États-Unis ont décrit les Portoricains comme des noirs, mulâtres, indiens et métis incapables de se gouverner eux-mêmes. Le statut de territoire non intégré imposé à Porto Rico, qui reflétait le fait que la discrimination raciale et l'idéologie de la suprématie de la race blanche, se poursuivait actuellement, bien que la majorité des Portoricains aient voté contre le statut colonial lors du plébiscite de 2012.

3. Le cas de Porto Rico devrait être examiné à l'Assemblée générale; de plus, vu la discrimination raciale et les violations des droits de l'homme commises par le Gouvernement américain contre les Portoricains, le Conseil des droits de l'homme devrait également être saisi de la question.

4. **M. Mangual Cruz** (La Diáspora Puertorriqueña) dit que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes consacré par l'Article 55 de la Charte des Nations Unies a été refusé aux Portoricains depuis trop longtemps. Malgré l'appel lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV) de mettre fin à la domination coloniale, les États-Unis ont opprimé les Portoricains en les forçant à utiliser la langue de cette Puissance coloniale et en les assujettissant à leurs lois fédérales sans leur donner le droit de vote. À la suite des événements de 1952, l'adoption de la résolution 748 (VIII) de l'Assemblée générale qui a fait de Porto Rico un État libre associé a été privée d'effet par l'emploi de la coercition.

5. La question de savoir qui avait le droit de voter – tous les Portoricains d'origine portoricaine ou seuls ceux résidant sur l'île – s'est posée lors de chaque référendum sur le statut de Porto Rico, et la succession de plébiscites non concluants ont conduit à une atmosphère d'incertitude. Les Portoricains devraient

pouvoir décider de leur sort sans être placés sous une surveillance étrangère sans égard à leur lieu de résidence; limiter le vote à ceux qui résident à Porto Rico ne ferait que renforcer le contrôle exercé par la Puissance coloniale. Les Nations Unies devraient s'assurer qu'un mécanisme approprié est mis en place par l'intermédiaire duquel les Portoricains pourraient déterminer le statut qu'ils désirent.

6. **M. Castillo Ayala** (Coordinadora de Solidaridad Diáspora Boricua) dit que le manque de souveraineté sous le système colonial a donné lieu à une augmentation alarmante des émigrations permanentes de Porto Rico au cours des dernières années; cela s'est traduit par un déséquilibre démographique – plus de la moitié de la population vivant actuellement à l'étranger – qui menace la nation d'une extinction graduelle. Depuis leur invasion de l'île en 1898, les États-Unis ont imposé une politique d'assimilation par l'intermédiaire de l'éducation, de la domination culturelle et le meurtre de nationalistes. Bien que les patriotes portoricains aient pris refuge dans leur folklore et poursuivi leur résistance, ils veulent donner l'alarme quant au plan annoncé par l'actuelle administration des États-Unis de procéder encore à un autre plébiscite. Aucune nation ne peut exercer librement son droit à l'autodétermination à la pointe de la baïonnette impérialiste ou sous la menace d'un chantage économique. Le seul vote valide sur l'autodétermination serait un vote auquel tous les Portoricains participeraient et auquel il serait procédé dans le cadre du droit international par un organe mandaté à cette fin par les Nations Unies.

7. **M. Jordán García** (Coordinadora Nacional de las Actividades del Cerro de los Mártires) dit que son organisation a été créée en 1978 après le recrutement par des agents de police infiltrés de deux partisans de l'indépendance pour commettre des actes de terrorisme et avaient ensuite été assassinés lors de leur mise en détention. Les défenseurs de la liberté de Porto Rico – plus adéquatement connu sous le nom de nation Boricua – étaient sous surveillance et leurs déplacements vers et en dehors de Porto Rico étaient surveillés. L'île demeurera une colonie tant que le Congrès des États-Unis reste la puissance étrangère. La longue histoire de meurtres et de persécutions comprend le meurtre de Filiberto Ojeda Ríos in 2005 et l'emprisonnement pendant 32 ans d'Oscar López Rivera pour conspiration présumée. Dans le cadre des efforts déployés pour mettre fin au colonialisme et garantir le

droit à l'autodétermination, M. López Rivera doit être libéré immédiatement et le statut d'observateur aux Nations Unies devrait être accordé à Porto Rico en tant qu'État de Borinken.

8. **M. Laspina** (Coordonnateur de New York de Free Political Prisoner Oscar López Rivera) dit qu'aux États-Unis la diaspora portoricaine forme une colonie interne dont les membres s'efforcent d'enseigner leur histoire et leur culture à la jeune génération et de lui inspirer la fierté grâce à des activités communautaires. L'organisation au nom de laquelle il prend la parole relie les organisations communautaires, les individus et les responsables élus dans un effort pour obtenir la libération du prisonnier politique Oscar López Rivera, qui pendant 32 ans en prison a passé 12 ans d'isolement cellulaire et a été victime de fouilles corporelles, de privation de sommeil, de refus de visites de sa famille et d'autres violations des droits de l'homme. Pour mener des actions de sensibilisation, les membres de l'organisation ont participé à des conférences, des groupes et des entrevues avec les médias; ils ont également recueilli des signatures pour une pétition demandant au Président Obama de pardonner M. López Rivera.

9. **M. Reyes Walker** (Partido Nacionalista de Puerto Rico) dit que le Président de son organisation, qui devait prendre la parole à la présente réunion, s'est vu refusé l'entrée aux États-Unis, la dernière d'une série de mesures prises par les autorités américaines en vue de restreindre sa liberté de mouvement et encore un autre exemple de la répression exercée sur les partisans de l'indépendance par une Puissance coloniale qui cherche à isoler Porto Rico du reste du monde.

10. Cinquante-quatre pour cent de ceux qui avaient voté lors du plébiscite de 2012 avaient rejeté le statut colonial de Porto Rico. Pourtant son statut actuel d'État libre associé des États-Unis en fait une colonie de facto, les États-Unis contrôlant sa défense, sa sécurité publique, le trésor, les frontières, la justice, le commerce et les douanes. Dans le cadre du plan des États-Unis de contrôler l'hémisphère, l'infrastructure de Porto Rico est privatisée et des lois du travail sont altérées au détriment des services sociaux et du marché du travail. Les États-Unis devraient mettre fin à leur occupation militaire et à leur contrôle colonial de Porto Rico et les Nations Unies devraient reconnaître la nation Boricua parallèlement à l'État de Palestine.

11. **M. Ward Llambias** (Gran Oriente Nacional de Puerto Rico) dit que Porto Rico se bat non seulement pour sa propre liberté mais également pour celle de l'Amérique latine à mesure que les États-Unis revendiquent de plus en plus sa domination politique et sociale. Le Congrès des États-Unis exerce un contrôle sur les affaires portoricaines et considère la nation comme sa propriété privée pouvant être exploitée militairement et économiquement. Les élections ne peuvent pas changer le statut colonial de Porto Rico, les résultats étant prédéterminés, alors que les résultats de plébiscites sont ignorés. Le droit américain règne en maître comme le montre l'imposition de la peine de mort bien qu'elle soit interdite par le droit portoricain. Les agences des États-Unis contrôlent des domaines tels que les douanes, les communications et l'immigration et les tribunaux américains ont un pouvoir absolu sur les droits des citoyens. Seule la reconnaissance de la souveraineté de Porto Rico dans le cadre du droit international pourra changer son statut colonial.

12. **M^{me} Santiago Pérez** (Comité de Apoyo a Norberto González Claudio) dit que son mari, Norberto González Claudio, a été condamné aux États-Unis en 2012 après avoir mené toute sa vie une lutte pour l'indépendance de Porto Rico. Aux États-Unis, les prisonniers politiques portoricains sont séparés de la population générale des prisons, leur traitement médical est retardé et leurs communications sont censurées. Les visites familiales de M. Norberto González Claudio ont été écourtées en violation de ses droits. Les indépendantistes portoricains s'efforcent d'obtenir l'indépendance de leur peuple, pourtant les États-Unis continuent de les arrêter et de les emprisonner. Le statut de Porto Rico en tant qu'État libre associé est simplement une prestance pour une colonie gouvernée par des lois étrangères. Tous les Portoricains ont le droit de défendre leurs droits de l'homme et leur souveraineté nationale. Les États-Unis d'Amérique devraient libérer les deux prisonniers politiques portoricains qu'ils détiennent, reconnaître le droit de Porto Rico à l'autodétermination, se conformer à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et permettre aux Portoricains de déterminer librement leur avenir.

13. **M. Berríos Dávila** (Acción Civil para el Status de Puerto Rico) dit que, lors du référendum de 2012, qui a joui d'une large participation, 54 % des Portoricains ont voté contre le maintien du statut

territorial actuel de l'île et 61 % ont voté en faveur du statut d'État. Le Congrès des États-Unis doit donner effet aux résultats d'un tel référendum; en conséquence, il doit permettre à Porto Rico d'entrer aux États-Unis sur un pied d'égalité avec les autres États. Il demande au Comité de rédiger une résolution pour adoption par l'Assemblée générale qui reconnaîtrait les résultats de ce référendum et prierait instamment le Congrès des États-Unis d'accepter le statut choisi par les Portoricains.

14. **M. Delgado Rodríguez** (Alianza pro Libre Asociación Soberana) dit que la fiction juridique d'un État libre associé, ou commonwealth, a pris fin avec le référendum de 2012, lors duquel les Portoricains ont héroïquement voté contre le maintien de leur actuelle relation avec, et en conséquence leur dépendance économique sur, les États-Unis. En conséquence, Porto Rico devrait être placé sur la liste des Territoires non autonomes conformément au paragraphe e) de l'Article 73 de la Charte.

15. Il se demande si le Comité adoptera simplement une autre résolution sans conséquence qui demande aux pétitionnaires portoricains de se présenter devant lui de façon répétée pendant que la nation de désintègre socialement et économiquement. Il devrait plutôt assurer la mise en œuvre de la résolution 65/119 de l'Assemblée générale en vue de décoloniser Porto Rico pendant la troisième Décennie internationale de l'élimination du colonialisme et devrait référer la question du statut de Porto Rico à la plénière de l'Assemblée générale. Pour leur part, les États-Unis devraient accepter la volonté des Portoricains et entamer des pourparlers sur un mécanisme visant à décoloniser l'île. Ils devraient également libérer immédiatement l'activiste portoricain Oscar López Rivera.

16. **M^{me} Susler** (National Lawyers Guild) dit que le nombre sans précédent de Portoricains dans chaque secteur de la société, appuyés par une résolution du Sénat de Porto Rico, ont demandé la libération d'Oscar López Rivera, qui a passé 32 ans en prison pour faire avancer la cause de l'indépendance portoricaine. Dans le même temps, ses gardiens ont accentué leur harcèlement et leur surveillance et ont imposé une censure plus stricte contre M. Oscar López Rivera. Le Comité devrait prier instamment le Président des États-Unis de le libérer.

17. Le Gouvernement américain devrait également cesser ses attaques contre les membres du mouvement indépendantiste portoricain et poursuivre en justice ceux qui sont responsables de l'assassinat de plusieurs d'entre eux; libérer le prisonnier politique portoricain Norberto González Claudio; retirer le Bureau d'enquête fédéral et autre police américaine et les forces militaires de Porto Rico; nettoyer et redonner aux Portoricains les terres sur Vieques utilisées auparavant comme secteur de bombardement par la marine américaine et compenser la population de Vieques pour les dommages causés à sa santé; cesser d'appliquer la peine de mort à Porto Rico; et négocier de bonne foi avec le peuple portoricain pour mettre fin au régime colonial.

18. **M. Nieves** [Consejo Nacional para la Descolonización (CONADE)] dit que tout au long de son histoire, Porto Rico a résisté contre la domination coloniale, qui avait été exercée frauduleusement d'abord par l'Espagne puis par les États-Unis. Les Portoricains n'ont pas été adéquatement consultés quant au statut qu'ils désirent, le référendum qui s'est traduit par le statut d'État libre associé n'ayant pas offert l'option de l'indépendance. Porto Rico est gouverné par le Président Obama, président pour lequel les Portoricains n'ont pas pu voter. L'économie de l'île est contrôlée par les États-Unis; les Portoricains n'ont pas d'ennemis, pourtant Porto Rico a été utilisé comme base militaire, ce qui s'est traduit par la pollution de ses terres. La seule manière de résoudre la situation est de mettre fin au régime colonial illégal des États-Unis et de mettre en place un gouvernement national souverain.

19. Pendant des décennies, le Comité a adopté des résolutions reconnaissant le droit de Porto Rico à l'autodétermination et à l'indépendance, en vain. Il prie instamment le Comité d'accorder sa liberté à Porto Rico en demandant l'intervention des forces de maintien de la paix des Nations Unies pour assurer le départ des forces militaires américaines, le retrait du gouvernement du commonwealth et la libération des prisonniers politiques. Aux termes de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, la liberté et la souveraineté nationale sont des droits inaliénables; CONADE demande à tous les États de reconnaître la souveraineté nationale de l'État de Borinken.

20. **M. Saldaña** (Igualdad) dit que les citoyens américains vivant à Porto Rico devraient jouir des mêmes droits constitutionnels, avantages et chances

que ceux vivant dans les 50 autres États. En 2012, un référendum de deux questions tenu à la demande du Gouvernement américain a montré que la majorité des électeurs rejetaient le statut actuel de l'île et que 61 % étaient en faveur du statut d'État. Le Gouvernement américain a maintenant l'obligation morale de respecter les désirs du peuple portoricain. À cette fin, le Commissaire résident de Porto Rico a récemment soumis un projet de loi au Congrès qui avait pour but d'entamer le processus de l'admission de Porto Rico en tant qu'État selon des termes acceptés par la population de Porto Rico.

21. Des milliers de Portoricains ont émigré vers les 50 États du fait des niveaux élevés de pauvreté et du statut colonial inférieur, et il est clair que le statut d'État permettrait à Porto Rico de parvenir à une croissance économique durable. Les Nations Unies, en tant qu'amies de Porto Rico, devraient recommander au Gouvernement américain de résoudre la question du statut politique du territoire en admettant Porto Rico en tant qu'État, conformément à la volonté démocratiquement exprimée des Portoricains. Si les États-Unis ne le font pas, le Comité devrait recommander à l'Assemblée générale d'inclure Porto Rico sur la liste des Territoires non autonomes, reconnaissant le fait qu'il était une colonie.

22. **M^{me} Guzmán** (Movimiento Unión Soberanista) dit que son organisation s'est battue pour la décolonisation et la souveraineté de Porto Rico, qui était sa patrie asservie. Depuis qu'ils ont imposé leur langue, lois et citoyenneté, les États-Unis ont prétendu que cela apporterait la prospérité à Porto Rico, mais cela a eu l'effet opposé, détruisant l'économie de la nation et réduisant sa population. Quelque 16 000 soldats portoricains sont morts lors des guerres du Viet Nam et de Corée, et partout où le complexe militaro-industriel défendait ses intérêts capitalistes, Porto Rico était sûr d'être exploité. De plus, les États-Unis maintenaient des bases militaires à Porto Rico sans rien payer.

23. L'occupation illégale de Porto Rico a été accompagnée d'une répression brutale des patriotes et l'arrivée des forces de sécurité américaines. Le Bureau d'enquête fédéral, en collaboration avec les autorités locales complices, a réprimé quiconque défiait le pouvoir des États-Unis, et des douzaines de partisans de l'indépendance ont été persécutés et assassinés, pendant que le prisonnier politique Oscar López Rivera demeurait dans une prison américaine. La Marine

américaine a refusé de manière irresponsable de nettoyer l'océan et les terres qu'elle avait pollués, laissant derrière elle destruction, maladie et mort, les taux de cancer étant plus élevés à Vieques que partout ailleurs à Porto Rico.

24. La législation restrictive des transports maritimes imposée à Porto Rico est discriminatoire et met la nation à la merci des entreprises de transports maritimes américaines qui contrôlent les transports maritimes entre Porto Rico et les États-Unis. Porto Rico demeure une colonie américaine et seule la force politique et économique de ce pays lui permet de pratiquer le colonialisme, de contrôler la vie des Portoricains avec impunité et d'empêcher que le cas de Porto Rico soit présenté à la plénière de l'Assemblée générale. Lors du référendum de 2012, la majorité des électeurs avaient rejeté le système politique actuel. Toutefois, les États-Unis ont insisté pour traiter le statut politique de Porto Rico comme une question interne et ont refusé de respecter le droit des Portoricains à l'autodétermination conformément au droit international. La situation actuelle est insoutenable.

25. **M^{me} Grady Flores** (Ithaca Catholic Workers, Vieques Support Group) dit que le Comité doit faire de la décolonisation de Porto Rico une réalité de manière urgente et doit continuer à demander instamment la libération d'Oscar López Rivera et de Norberto González Claudio. Son groupe appuie le droit de tous les Portoricains à l'autodétermination et à l'indépendance. Rappelant que 10 ans se sont écoulés depuis que la Marine américaine a mis fin à ses exercices de bombardements sur l'île de Vieques, elle prie instamment le Gouvernement américain de satisfaire les quatre demandes de la population de Vieques : démilitarisation, décontamination, transfert des terres occupées et développement, notamment un moratoire sur la vente de terres de Vieques à de larges promoteurs. Chaque système d'armes créé par les États-Unis a été mis à l'essai à Vieques, y compris des obus à l'uranium appauvri dont l'utilisation a été condamnée par les Nations Unies. Par suite des activités militaires des États-Unis, le taux de cancer à Vieques est de 30 % plus élevé que partout ailleurs à Porto Rico, mais les Portoricains ne bénéficient pas des médicaments produits par les travailleurs portoricains. Il est donc impératif de donner suite immédiatement aux demandes de la population de Vieques.

26. **M. Umpierre** (Frente Autonomista) dit qu'il aspirait à une relation entre les États-Unis et la nation de Porto Rico fondée sur la reconnaissance de la souveraineté du peuple portoricain dans le cadre du droit international et de leur identité en tant que latino-américains et caribéens. La crise économique a accru l'urgence d'un règlement de la question du statut, mais Porto Rico ne possède pas les outils politiques nécessaires pour sauver son économie et les États-Unis n'ont pas la volonté de transférer les pouvoirs et compétences nécessaires. Pendant ce temps, la communauté internationale semble indifférente et craint d'agir, offrant année après année les mêmes discours et les mêmes résolutions inutiles. Les Nations Unies peuvent et doivent faire plus, et la question devrait, à nouveau et sans plus tarder, être référée à la plénière de l'Assemblée générale. De plus, Oscar López Rivera et les autres prisonniers politiques portoricains devraient être libérés sans délai et des mesures immédiates devraient être prises pour nettoyer les terres de Vieques contaminées par la Marine américaine.

27. Il est irresponsable de prétendre à tort que les Portoricains avaient voté en faveur de l'assimilation, du fait que les chiffres avaient clairement été manipulés au cours d'un processus non démocratique. Tant le peuple portoricain que le Congrès des États-Unis considèrent cette stratégie comme une tactique désespérée par les parties poursuivant un rêve impossible. Il est également injuste de permettre que l'avenir politique de Porto Rico dépende de la volonté bilatérale des États-Unis, qui avaient invité le peuple à voter sur les options concernant son statut sans avoir l'intention de respecter ses souhaits. La communauté internationale doit prendre d'urgence des mesures fermes et radicales pour régler la question.

28. **M^{me} Villeneuve** (Boricuas por un Nuevo País) dit que la nation de Porto Rico avait été envahie et colonisée d'abord par les militaires espagnols et ensuite par les États-Unis, qui avaient imposé une dictature militaire. En 1900, le Congrès des États-Unis avait mis en place un gouvernement colonial. Les Portoricains n'ont pas la parole quant aux mesures prises par cet organe législatif des États-Unis, y compris en ce qui concerne l'imposition de la citoyenneté américaine et, à un certain moment, la conscription militaire. Le Gouvernement américain contrôle les importations, les exportations et les

douanes ainsi que des traités sur le commerce international et peut exproprier la propriété privée.

29. Les États-Unis ont refusé de se conformer au droit international ou à la résolution [1514 \(XV\)](#) de l'Assemblée générale et ont empêché le cas de Porto Rico d'être réexaminé par l'Assemblée générale. Au cours des années, un grand nombre de Portoricains ont été tués, emprisonnés et persécutés pour les efforts qu'ils avaient déployés pour libérer leur nation. Le mouvement Boricuas por un Nuevo País appuie les appels nationaux et internationaux lancés pour la libération immédiate d'Oscar López Rivera.

30. Malgré des siècles d'occupation étrangère, de répression et de tentative d'extermination, la population autochtone Taino a survécu et le peuple de Porto Rico, en tant que descendant légitime, a déclaré son droit à l'autodétermination et à la souveraineté conformément au droit international et aux résolutions des Nations Unies. Toutefois, il a besoin d'une aide tant du Comité que de l'Assemblée générale pour assurer le respect de ces résolutions.

31. **M. Muller Vásquez** (Frente Socialista de Puerto Rico) dit que son organisation se présente une fois de plus devant le Comité pour demander la reconnaissance du droit des Portoricains à l'autodétermination et à l'indépendance. Depuis 1898, les États-Unis ont maintenu un régime impérialiste colonial en violation du droit international et allant à l'encontre de la volonté de la majorité de la population et poursuit une politique de génocide en exterminant graduellement la nationalité portoricaine. Les armes, munitions et drogues passant par les ports gérés par les responsables américains ont encouragé le trafic de drogues et la violence par les armes à feu sur l'île; au cours de la dernière décennie, plus de 7 000 jeunes portoricains ont été tués par des armes à feu. Les terres ont été utilisées pour mettre à l'essai des semences génétiquement modifiées et la population a été utilisée comme cobaye lorsqu'elle consommait les récoltes provenant de ces semences.

32. Le Bureau d'enquête fédéral considérait les indépendantistes comme des terroristes internes et ces personnes étaient arrêtées et assassinées. Les prisonniers politiques tels qu'Oscar López Rivera n'ont pas été déclarés coupables de crimes réels et ont été emprisonnés pour avoir lutté contre un droit reconnu par le droit international : le droit à la souveraineté. Vieques est toujours occupée et contaminée. Aucun

référendum sur le statut actuel et futur de Porto Rico ne sera jamais valide tant que l'île demeure sous occupation militaire et que les États-Unis contrôlent chaque aspect de la vie des Portoricains. Les Portoricains demandent leur droit en tant que peuple au transfert de tous les pouvoirs politiques d'un État libre et souverain; une compensation pour 115 ans d'exploitation; la démilitarisation intégrale de leur territoire national; et la libération immédiate de tous les indépendantistes.

33. **M. Betancourt** (Institute for Multicultural Communications, Cooperation and Development) dit que, dans un document qu'il avait achevé récemment, il avait analysé le développement de la nation portoricaine sous ses deux dirigeants coloniaux : l'Espagne de 1492 à 1898 et les États-Unis à partir de 1898. Il s'est concentré sur le rôle joué par le mouvement indépendantiste dans l'évolution du développement social, économique et politique de Porto Rico. Son document explique comment les trois partis politiques ont également agi en tant que mouvements sociaux et comment le colonialisme avait notablement contribué au déclenchement et à la prolongation du statut politique actuel de la nation en fragmentant la société portoricaine et en décourageant la communauté internationale d'accorder une attention suffisante au dilemme colonial de Porto Rico.

34. Après avoir fait l'historique du mouvement indépendantiste portoricain, de la révolte de Lares en 1868 aux plébiscites des années 90, il a dit que des progrès avaient été accomplis dans le cadre du modèle économique de Porto Rico, mais que depuis les années 40 le chômage atteignait des taux à deux chiffres et avait empiré au cours des dernières années, le modèle semblant s'être essoufflé. Les restrictions imposées par les États-Unis avaient empêché de modifier le modèle et la globalisation avait enlevé certains des avantages dont jouissait Porto Rico par le passé.

35. **M^{me} Beltrán Virella** (Movimiento PR-USA) dit que les Portoricains avaient les mêmes droits et citoyenneté que les personnes nées et vivant aux États-Unis. Porto Rico est déjà un État dans les États-Unis; tout ce qui reste à faire est d'achever le processus d'annexion afin d'assurer l'égalité de tous les Portoricains. Porto Rico ne pourra s'attaquer à ses défis économiques, sociaux et politiques que si son statut territorial actuel, qui n'est que temporaire, est converti en statut permanent. Dans un récent

référendum, les Portoricains ont exprimé leur préférence pour une pleine intégration en tant qu'État des États-Unis.

36. Porto Rico a un représentant sans droit de vote au Congrès des États-Unis, ainsi qu'une Constitution qui devra être modifiée lorsque les partis de Porto Rico permettront finalement aux Portoricains de voter, une fois pour toutes, sur la question de savoir s'ils veulent l'intégration ou l'indépendance. La population de Porto Rico est déjà prête à voter dans un juste référendum, mais ils ont besoin de l'aide du Comité pour faire de leur choix une réalité. Tant la Constitution portoricaine que celle des États-Unis proclament le droit des Portoricains de voter directement pour régler le statut territorial temporaire actuel, qui n'est pas démocratique. Si Porto Rico continue de ne pas s'administrer complètement lui-même, il devrait être inclus sur la liste des Territoires non autonomes. Ce n'est pas ce que veut la population, mais telle est la réalité de la situation actuelle.

37. **M. Meléndez-Ortiz** (League of United Latin American Citizens) dit que pendant de nombreuses années, le Comité a entendu différentes vues de tous les horizons politiques portoricains. Cependant, la conclusion ne peut pas plus évidente : Porto Rico est un territoire des États-Unis qui ne s'administre pas encore complètement lui-même et la lutte pour l'égalité de chaque immigrant hispanique vivant aux États-Unis ne sera jamais achevée jusqu'à ce que la voix du peuple de Porto Rico soit entendue et respectée. Le débat a évolué et la League demande au Comité et à l'Assemblée générale de prendre une décision sur une question qui, jusqu'à récemment, était conçue par beaucoup comme une question interne en dehors de la juridiction des Nations Unies.

38. Beaucoup a changé depuis le référendum de 2012, lorsque 54 % des électeurs portoricains avaient rejeté le statut territorial actuel. En réponse à une deuxième question concernant différents options, 61,16 % avaient voté en faveur d'une nation, 33,34 % pour un état libre associé souverain et 5,49 % pour l'indépendance. Les électeurs portoricains ne consentant plus au statut territorial actuel, le Comité devrait recommander à l'Assemblée générale d'inclure Porto Rico sur la liste des Territoires non autonomes, conformément à la Charte des Nations Unies. Cela pousserait le Congrès des États-Unis à adopter une législation permettant à Porto Rico d'être admis en tant qu'État, ce qui réglerait la question.

39. **M. Bermúdez Zenón** (Grupo por la Igualdad y la Justicia de Puerto Rico) dit que quiconque veut la liberté doit la saisir plus que d'attendre qu'elle lui soit accordée. Il existe un manque honteux de compréhension de ce qui constitue une colonie, et la réalité est que les États-Unis rendent Porto Rico sans défense. Il est par conséquent impératif d'accorder le statut d'observateur à Porto Rico aux Nations Unies. Depuis son invasion et le bombardement de Porto Rico en 1898, les États-Unis ont apporté la dévastation à Porto Rico en poursuivant sa politique coloniale. Le Gouvernement américain a demandé à Porto Rico de participer encore à un autre référendum de style colonial, mais il est clair qu'il ne pouvait être demandé aux sujets coloniaux s'ils désiraient demeurer dans une situation de colonialisme, ce qui revenait à une servitude politique. La citoyenneté américaine a été imposée aux Portoricains contre leur volonté et ils ont été utilisés comme chair à canon dans toutes les guerres de conquête menées par les États-Unis. Néanmoins, les Portoricains ne peuvent pas voter lors des élections présidentielles américaines et n'ont pas le droit de vote au Congrès.

40. **M. Baumann** (Socialist Workers Party) dit que son parti a appuyé les nombreux appels pour la libération d'Oscar López Rivera. Il a également célébré la libération de René González et demandé la libération des quatre autres révolutionnaires cubains qui avaient été victimes d'un coup monté par Washington. L'indépendance vis-à-vis des États-Unis est une nécessité pour le peuple de la nation latino-américaine de Porto Rico mais est également dans le meilleur intérêt de la plupart des citoyens américains. Les Portoricains et la classe laborieuse aux États-Unis ont des intérêts et des ennemis communs : le Gouvernement américain et la classe capitaliste dirigeante qu'il défend. Les travailleurs aux États-Unis ont assumé le plus gros de la crise économique capitaliste, notamment un chômage persistant et des efforts inlassables déployés pour faire baisser les salaires et les conditions de vie. Les 4 millions de Portoricains qui visent aux États-Unis font face à une discrimination systématique.

41. Les efforts déployés pour tirer davantage de profits des travailleurs ont été accompagnés d'efforts pour restreindre les droits constitutionnels. Au nom de la « lutte contre le terrorisme », l'Agence nationale de sécurité des États-Unis a épié les communications de millions de personnes et le Département de la justice a

admis la mise sur écoute très répandue de journalistes. L'appui de travailleurs luttant pour leurs droits aux États-Unis pourrait aider à libérer les prisonniers politiques portoricains et à appuyer les Portoricains dans leur lutte pour l'indépendance. Contrairement à ce que prétendent les dirigeants capitalistes, le peuple portoricain ne dépend pas des États-Unis pour sa survie; la révolution cubaine est la preuve que lorsque les travailleurs et les agriculteurs ont saisi le pouvoir des mains de la minorité capitaliste, ils ont pu gagner une indépendance réelle et réorganiser la société dans l'intérêt de la vaste majorité. La condamnation par le Comité du régime colonial imposé à Porto Rico par les États-Unis servirait les intérêts de l'écrasante majorité des personnes aux États-Unis et de ceux ailleurs qui luttent pour l'autodétermination et contre l'oppression.

42. **M^{me} López Ramos** (Hijos de los Presos Políticos Puertorriqueños), fille d'Oscar López Rivera, dit que pendant les 32 ans d'emprisonnement de son père, elle n'a jamais cessé de rêver de passer du temps avec lui sans être surveillée par des gardiens. Pendant les 12 ans d'isolement cellulaire de son père, elle n'a eu aucun contact physique avec lui pendant ses visites et il était privé d'air frais. Décivant les conditions déshumanisantes et toxiques de la prison, elle dit que son père était amené enchaîné aux visites familiales et qu'il avait fait l'objet de fouilles corporelles avant et après les visites. Il ne lui pas été permis d'assister à l'enterrement de sa mère à Porto Rico, bien que la famille ait offert de payer pour son transport.

43. Le 29 mai 2013, exactement 32 ans après son arrestation, son père lui a écrit pour exprimer la profonde tristesse qu'il ressentait à l'idée qu'il était peu probable qu'il soit jamais libre de partager sa vie avec sa fille et petite-fille. Il savait que son rêve ne se réaliserait peut-être pas, mais il leur avait montré le prix qu'il avait payé pour vivre dans la dignité et pour servir ce qui serait toujours, pour lui, la plus juste et noble cause pour tout Portoricain.

Projet de résolution A/AC.109/2013/L.6 : Décision du Comité spécial en date du 18 juin 2012 concernant Porto Rico (suite)

44. *Le projet de résolution A/AC.109/2013/L.6 est adopté.*

45. **M. León González** (Cuba) dit que les liens étroits entre Cuba et Porto Rico forgés pendant la lutte contre la dictature et la domination impériale menée

par les deux nations après l'extermination de leurs ancêtres autochtones Taïno, ont duré pendant plus d'un siècle. Le héros national cubain, José Martí, a créé le Parti révolutionnaire cubain pour lutter pour l'indépendance de Cuba et appuyer cette lutte à Porto Rico, et plus de 2 000 soldats portoricains ont participé à la lutte pour l'indépendance cubaine. Les deux peuples ont renforcé ces liens pendant des années de lutte, sacrifice et résistance. Ils ont partagé des héros communs, tels qu'Oscar López Rivera, qui représente un peuple qui ne courbe pas l'échine.

46. En janvier 2013, le Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes a adopté une déclaration historique soulignant le caractère latino-américain et caribéen de Porto Rico et, à la lumière des résolutions relatives à Porto Rico, adoptées par le Comité spécial, considérant cette question comme présentant un intérêt pour la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré 115 ans de domination coloniale, les Portoricains ont maintenu leur culture, identité, sens d'État indépendant et le désir d'indépendance. Le Gouvernement cubain défendra sans relâche le droit de Porto Rico à l'autodétermination.

La séance est levée à 18 h 20.